



CAPD 6 décembre 2016

Déclaration liminaire formation continue

Mme l'IA-DASEN,

Le SE-Unsa, le SNUipp-FSU et le SGEN-CFDT souhaite vous alerter sur une colère qui monte chez nos collègues qui rejettent massivement la manière dont la formation continue est organisée dans notre département.

On peut lire sur le site internet du ministère de l'éducation nationale que « la formation continue représente pour chaque agent un droit. Elle lui permet de développer ses compétences pour exercer avec plus d'efficacité les missions qui lui sont confiées. » Vœu pieux dont les déclinaisons départementales suscitent bien des interrogations...

Tout d'abord, comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, la réduction du plan de formation départemental aux formations statutaires est un véritable problème. Les stages qui constituaient des « respirations » qui permettaient aux collègues de prendre du recul ont purement et simplement disparu. Ces formations sur temps de travail étaient pour eux une occasion de construire avec sérénité d'autres approches pédagogiques.

Passons rapidement sur l'autoformation qui fait appel au bénévolat. Notre administration ne peut se défaire de ses obligations en chargeant des enseignants sous pression qui sont accaparés par le quotidien de leur classe.

Ce sont donc aux IEN via les 18 heures d'animations pédagogiques qu'incombe la lourde tâche d'organiser la formation continue.

En regardant les différents plans de circonscription, on est frappé par les différences entre les offres qui semblent plus être le reflet de la personnalité du maître d'œuvre que des besoins de formation des enseignants de la circonscription.

Un constat positif tout de même : l'offre d'animations à choix a tendance à s'étoffer dans beaucoup de circonscriptions. Mais l'exclusion de certaines formations (OCCE, Réseau PAS-MGEN) demeure incompréhensible.

Venons-en maintenant à la conférence vidéo du 12 octobre.

Dans une note de service, une IEN du département fait preuve d'une étonnante lucidité. Voilà ses propos :

« Par ailleurs, la conférence en mathématiques, qui malgré l'énergie déployée pour qu'elle se déroule dans les meilleures conditions, est restée en deçà des attentes et n'a globalement pas répondu au cahier des charges fixé en amont. »

Cet euphémisme mérite quelques développements.

Il est particulièrement irrespectueux de demander aux collègues de se déplacer un mercredi après-midi pour leur présenter une vidéo format timbre-poste avec des coupures incessantes. Dans le meilleur des cas, quand les difficultés techniques étaient surmontées, c'est le manque total d'interactivité qui a été pointé.

L'organisation et la logistique de cet « événement » a mobilisé un nombre impressionnant de personnes. Ce temps de travail aurait pu être utilisé à meilleur escient.

Enfin, embarquer des chercheurs reconnus dans cette galère n'est pas très digne.

Beaucoup de collègues nous ont fait part de leur colère et de leur désarroi face à cette incurie. Ils ont eu le sentiment d'être méprisés. Ils méritent mieux que ça !

Le ministère a émis des recommandations techniques pour l'organisation de ce type de conférence. Il aurait été plus prudent d'en prendre connaissance et de se donner le temps de l'appropriation plutôt que de foncer tête baissée, quitte à mettre en lumière une impréparation qui nuit à la crédibilité des personnels d'encadrement.

Dans une déclaration commune, deux syndicats d'IEN enfoncent le clou :

« La demande d'organisation et de participation aux web-conférences de la DGESCO, dans l'urgence et sans aucune prise en considération des demandes, ni des besoins de formation continue des inspecteurs, témoigne d'une absence totale de prise en compte des alertes, pourtant nombreuses, sur la situation des inspecteurs. »

Dans notre département, l'éthique de la réciprocité est mise à mal : ce que l'on rejette en tant qu'IEN, on l'impose aux enseignants de base...

In fine, la vraie question à se poser est la suivante : quelles sont les retombées de cette conférence sur les pratiques professionnelles ? Les remontées du terrain sont claires : c'est un échec.

Ce n'est pas le publiereportage publié par l'Alsace qui changera la réalité. Si la nécessité de faire évoluer l'enseignement des mathématiques à l'école apparaît de manière évidente (la récente de l'étude TIMSS le confirme), il n'en reste pas moins que des réponses sérieuses doivent être construites.

Les 3 organisations syndicales représentatives appellent de leurs vœux une formation continue respectueuse des personnels. Ainsi, sur la base des constats qui nous venons de vous livrer, nous renouvelons notre demande d'organisation d'un groupe de travail sur ces questions (demande formulée lors du GT bilan mouvement du 17 octobre 2016). Programmer rapidement ce groupe de travail constituerait un signe fort qui montrerait votre volonté de répondre aux besoins de collègues. Soyez assurée, madame la directrice académique, de la volonté de chaque organisation syndicale de formuler des propositions qui vont dans le sens d'une amélioration des compétences des enseignants du département et donc du service rendu aux élèves.